

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

**DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME
AU CAP VERT**

**RAPPORT PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI**

Comme exigence partielle

du programme de

Maîtrise en Gestion des Ressources Maritimes

PAR :

Fortes BENCHIMOL, Maria Céleste

**Sur la direction de :
CLAUDE RIOUX**

octobre, 2002

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier mon superviseur, Claude RIOUX sans la confiance et la patience, duquel ce travail n'aurait sans doute pu aboutir. Sa permanente disponibilité et sa constante préoccupation d'améliorer ce travail, ont constitué la motivation première pour perfectionner ce mémoire. De même je suis reconnaissante à toute l'équipe des professeurs du programme.

Mes remerciements vont encore au Programme de Bourses universitaires financé conjointement par le Japon et par la Banque Mondiale, qui a rendu possible mes études dans ce programme de maîtrise.

Je remercie encore ma famille, mes collaborateurs et amis qui d'une façon ou d'une autre m'ont appuyée tout au long de la réalisation de ce travail.

Je dédie ce travail à ma fille *Selma Céline* qui à
chaque sourire me donne le goût de vivre et la
détermination pour transposer avec passion et dignité
tous les obstacles qui me présentent

Aussi je dédie ce travail à *mes parents* à qui je dois
toutes mes réussites

RESUME

Les îles du Cap Vert, ont servi de zone d'étude pour ce travail de recherche, qui traite de la gestion du tourisme et de son rapport avec l'environnement. L'objectif de ce travail consiste à suggérer des orientations pour une gestion du tourisme dans le cadre d'une stratégie de développement durable, afin de minimiser les impacts du secteur sur le milieu.

On constate que :

1. Le tourisme entraîne plusieurs impacts au niveau économique, socioculturel et environnemental. Ces impacts peuvent être positifs ou négatifs et les ampleurs dépendent de la spécificité de chaque pays ou région.
2. Au Cap Vert on observe les impacts suivants:
 - Des perspectives d'augmentation des bénéfices économiques ;
 - Du point de vue environnementale la biodiversité et les écosystèmes naturels sont fragiles et il y a une tendance à la dégradation qui pourrait être accélérée avec le développement d'un tourisme mal planifié. Pour les ressources hydriques et énergétiques il n'existe pas de problèmes graves liées au tourisme, néanmoins une augmentation de la pression est à prévoir avec la croissance du tourisme. La gestion des déchets et la dégradation des zones côtières sont des problèmes actuels et tendent à s'aggraver considérablement.

En matière de tourisme et d'environnement il y a plusieurs institutions et législations sont mis sur pied pour réglementer ce domaine. Des mesures politiques et législatives de promotion du développement durable sont prévues à cet effet. Néanmoins existent encore des insuffisances au niveau de la coordination entre les acteurs et l'adéquation de la législation existante. La participation de la population locale dans la gestion des ressources naturelles et dans les projets touristiques est faible.

Pour le Cap Vert comme pour d'autres pays insulaires en développement, des études plus approfondies et des analyses plus fines sont nécessaires afin d'améliorer la compréhension de la situation réelle et de proposer des solutions concrètes.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	iii
DEDICACE	iv
RESUME	v
TABLE DES MATIERES.....	vi
LISTE DE TABLEAUX.....	viii
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES ABREVIATIONS	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1: LES IMPACTS DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE.....	9
1.1. Impacts économiques du tourisme	10
1.2. Impacts sociaux et culturels	16
1.3. Impacts environnementaux.....	17
1.3.1. Ressources et diversité biologique terrestre.....	17
1.3.2 La Gestion des déchets et la pollution maritime	18
1.3.3. Dégradation de la zone côtière	19
1.3.4. Ressources d'eau douce	20
CHAPITRE 2 : STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE AU CAP VERT	22
2.1. Émergence d'une volonté politique de développement touristique	22
2.2. Évolution récente et la tendance du développement touristique.....	29
2.2.1. Un développement dans un environnement fragile	31
2.2.2. Gestion des ressources hydriques et de l'énergie.....	34
2.2.3. Les déchets urbains.....	35
2.4. Le cas particulier de Sal	37

CHAPITRE 3: LA POLITIQUE DE DEVELOPEMENT TOURISTIQUE ET LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	42
3.1 Les aspects légaux et réglementaires de la gestion de l'environnement	42
3.2 Une gestion éclatée entre plusieurs organisations	46
3.3.Nécessité d'une meilleure coordination et de ressources adéquats	51
CONCLUSIONS	56
BIBLIOGRAPHIE	59
APPENDICE 1	66
APPENDICE 2	67
APPENDICE 3	68

LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1.	Impacts du secteur touristique.....	21
Tableau 2.	Contribution du secteur du tourisme au PIB	29
Tableau 3.	Logements existants en 1999	30
Tableau 4.	Capacité nationale en logements touristiques en 1999	31
Tableau 5.	Situation actuelle de la biodiversité terrestre végétale	32
Tableau 6.	Situation actuelle de la biodiversité terrestre animale	32
Tableau 7.	Institutions publiques compétentes dans la gestion des ressources naturels (en 2001)	49

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Origine des fuites des bénéfices	14
---	-----------

LISTE DES ABREVIATIONS

BO	Bulletin Officiel du Cap Vert
BCV	Banque National du Cap Vert
CMA	Commission Municipale de l'Environnement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CNUED	Conférence sur l'Environnement et le Développement
DGASP	Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et de l'Élevage
ECV	Escudo du Cap Vert (1\$US= 119.80 ECV juillet 2002)
IEFP	Institut de l'Emploi et Formation Professionnelle
INATUR	Institut National du Tourisme
INDP	Institut de Développement des Pêches
INE	Institut National de Statistiques. 2000
INGRH	Institut National de Gestion des Ressources Hydriques
INIDA	Institut National de Recherche et de développement Agraire
INSULA	International Scientific Council for island development
ITGOA	Association Internationale des Opérateurs de Voyage des Îles Galápagos
MA	Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Environnement
MCIT	Ministère de Commerce, Industrie et Tourisme
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
ONG	Organisations Non Gouvernementales

ONU	Organisation des Nations Unies
PAN	Programme d'Action National de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse
PDM	Plan Municipal de Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unis Pour l'Environnement
POT	Plan d'Aménagement Touristique
PROMEX	Centre de Promotion du Tourisme, des Investissements et des Exportations
SEPA	Secrétariat Exécutif pour l'Environnement
UNEP	Programme des Nations Unis pour l'environnement
UNESCO	Programme des Nations Unis Pour
ZDTI	Zones de Développement Touristique Intégral
ZEE	Zone Économique Exclusive
ZRPT	Zones de Réserve et de Protection Touristiques

INTRODUCTION

Selon l'Organisation des Nations Unies, le tourisme est actuellement une des plus grandes industries du monde et un de ses secteurs économiques dont la croissance est la plus rapide. Avant 1997, la question du tourisme soutenable avait été discutée par la Commission des Nations Unies pour le développement durable seulement dans le contexte des pays insulaires en développement .

Les résolutions de la Conférence Mondiale du Tourisme à Manille (1980) et Acapulco (1982) ont été les premiers pas en vue de consolider les intérêts environnementaux. À partir de la Conférence de La Haye (1989), beaucoup d'agences internationales liées au tourisme ont commencé à intégrer dans leurs programmes les recommandations théoriques de la conférence. Ce n'est qu'en 1992, lors de la Conférence de Rio, que le modèle de développement durable a été reconnu internationalement.

Le développement soutenable du tourisme, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, doit satisfaire aux besoins des touristes et des hôtes des différentes régions, tout en protégeant et mettant en valeur les opportunités futures. On envisage une forme de gestion des ressources, de telle façon que les besoins économiques, sociaux et esthétiques puissent être satisfaits, tout en préservant l'intégrité culturelle, écologique et environnementale.

L'expression «soutenable», pour le tourisme, comme pour les autres industries, relie les trois aspects fondamentaux qui sont l'environnement, le socioculturel et l'économique. Ainsi le tourisme soutenable inclut l'utilisation optimale des ressources, y compris la diversité biologique, la minimisation des impacts écologiques négatifs, culturels, sociaux et la maximisation des bénéfices économiques. Cette notion se rapporte également aux structures et aux outils de gestion qui sont nécessaires à sa réalisation (PNUE, 1999).

Problématique

Plus de 185 activités économiques ayant des relations significatives avec le secteur du tourisme sont énumérées dans la classification standard de l'Organisation Mondiale du Tourisme. Ce réseau impressionnant d'activités rend le tourisme au centre d'une des plus grandes activités économiques du monde.

Ce secteur se développe et augmente rapidement dans toutes les régions. Il y a des incidences importantes sur l'environnement. La qualité de l'environnement constitue une ressource de base dont dépend l'industrie du tourisme pour prospérer et se développer, et les menaces à l'environnement ont des impacts directs sur la viabilité de cette industrie. Les outils, les infrastructures utilisées dans le secteur de tourisme et les touristes eux-mêmes, ont des impacts sur l'environnement.

Ce problème peut être particulièrement sérieux dans les îles tropicales où l'environnement est fragile et facilement dégradé, et où la petite échelle de l'île signifie que

même le développement modéré du tourisme, peut avoir un impact proportionnellement élevé (Dahl, 1980). Dans les îles et dans les zones côtières, une multitude d'impacts, positifs et négatifs sur la qualité de vie de la population et sur l'environnement sont identifiables.

La pollution par les rejets de résidus solides et liquides et la contamination des nappes phréatiques, sont responsables par la diminution de la qualité de l'eau potable qui est normalement peu disponible dans les îles. Le prélèvement de sable et des sédiments destinés à la construction des infrastructures touristiques entraîne l'intrusion de l'eau de mer dans les nappes phréatiques, l'érosion côtière et la détérioration des habitats et des sites touristiques. Le tourisme peut avoir aussi comme conséquence, la perte de la biodiversité et les altérations des paysages et des écosystèmes marins et terrestres fragiles.

Le développement du tourisme côtier peut être intensif et causer des dommages majeurs aux écosystèmes côtiers. Un exemple flagrant est la disparition de trois quarts des dunes de sable sur le littoral méditerranéen de l'Espagne vers la Sicile, en raison de l'urbanisation associée au développement de tourisme.

Néanmoins il peut y avoir aussi des impacts positifs. L'industrie touristique peut contribuer à la conservation des zones sur lesquelles se base son développement: les parcs, les zones protégées, les sites culturels et naturels, par les contributions financières, la construction d'infrastructures environnementales et par une gestion plus rationnelle des ressources. A travers l'allocation d'une partie des bénéfices du tourisme, plusieurs activités de protection de l'environnement peuvent être réalisées.

Le tourisme aide également à la prise de conscience de la population locale par rapport à la valeur économique de sites naturels et culturels. L'engagement et la participation de la communauté locale dans le développement du tourisme, semblent être une condition primordiale pour la réussite du développement durable.

La contribution possible du tourisme à la préservation de l'environnement est une des raisons qui explique la tendance au développement du tourisme de nature. Toutefois, dans le cas du tourisme soutenable, il faut prendre en compte qu'il n'existe pas que des bénéfices mais aussi des coûts à supporter.

Objectif de l'étude

Face à l'importance du secteur du tourisme pour le développement économique du pays et la fragilité des écosystèmes, l'objectif de ce travail consiste à suggérer une approche pour aider à développer le tourisme du Cap Vert en tenant compte de ses impacts sur l'environnement.

Comme dans beaucoup des petits pays en développement, dans les îles du Cap Vert, le tourisme est l'un des secteurs économiques clés. Selon le BCV(2000), le secteur du tourisme représente à 3,9% du produit intérieur brut (PIB), et représente 37,3% des services offerts dans le pays. Selon les informations de la Banque Nationale du Cap Vert en 2000, le

secteur du tourisme a généré des recettes pour un montant de 4 686 4 millions d'escudos du Cap Vert¹.

La République du Cap Vert est un archipel d'origine volcanique de 4 033 km², formé par 10 îles et 8 îlots, localisé sur l'océan Atlantique, à 450 km au large des côtes sénégal-mauritaniennes².

La population résidente est de 433 000 habitants. On estime qu'environ 80% des habitants vivent dans les centres urbains du littoral et mènent diverses activités socio-économiques (tourisme, activités industrielles et domestiques, pêche, entre autres). Parmi ces activités, certaines affectent dangereusement l'environnement en provoquant l'érosion côtière, la perte de biodiversité, la dégradation des sites naturels, susceptibles d'entraîner une diminution des potentialités touristiques et récréatives.

La zone côtière totale capverdienne mesure 1 517 Km de long et se caractérise par une ligne de côte accidentée sauf pour les îles orientales où la configuration est plutôt plate. L'exploitation de la Zone Économique Exclusive est encore loin d'atteindre le potentiel estimé (Almada et al, 1998).

Les politiques nationales accordent de plus en plus d'importance à la conservation de l'environnement, de ses ressources naturelles et elles tendent de concilier avec le développement touristique. Ce sont ces efforts qui sont au cœur de ce travail.

¹ ECV:Escudo du Cap Vert (1\$USD correspond à 119 8.ECV.Juillet 2002)

² Programme d'Action National de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse. Secrétariat Exécutif pour l'environnement. Avril.1998

Les objectifs spécifiques de ce travail sont :

- De présenter les impacts du développement touristique,
- Expliquer la stratégie du développement touristique du Cap Vert
- D'identifier le lien entre le développement touristique et la gestion de l'environnement

Méthodologie

Ce travail repose sur une analyse critique de la littérature existante des études réalisées dans les îles du Pacifique, les îles des Caraïbes, les îles Canaries et d'autres, où on semble avoir réussi à mettre en place des plans de gestion durables.

D'autres sources d'information telles que les documents sur la politique du Cap Vert du secteur du tourisme, les plans de développement existants, la législation en vigueur, le diagnostic et la situation du secteur touristique seront également consultés. La consultation de documents des organisations internationales comme la Banque Mondiale, PNUE, OMT et autres qui travaillent sur la problématique de développement durable nous ont servi de source d'information et expertise importante.

Cette revue de la littérature a permis d'identifier des points cruciaux dans la planification du développement touristique soient les impacts socio-économiques et environnementaux; et l'identification d'instruments ou de mécanismes utilisés pour éviter ou atténuer les impacts négatifs.

Pour illustrer certaines dimensions du tourisme durable, l'île de Sal servira de zone de référence. C'est une île de 216 km², très aride plane, qui compte une population de 10 807 habitants (Census, 2000). Cette île a des conditions touristiques excellentes comme des plages et paysages naturels intéressants, ainsi que des zones naturelles protégées et des écosystèmes terrestres et marins particuliers. À cause de sa bonne situation géographique et de l'existence d'un aéroport international, le secteur du tourisme dans cette île est plus développé que dans les autres îles. Le développement économique de l'île s'est considérablement accéléré ces dernières années avec des investissements hôteliers relativement importants et par le développement des services associés au tourisme. L'adoption de modèles de tourisme soutenable à Sal pourrait inspirer le développement dans les autres îles de l'archipel.

Plan d'étude

Ce travail est composé de trois parties principales. Le premier chapitre fera une revue de la littérature sur certaines expériences étrangères de pays insulaires en développement en matière de développement touristique. On pourra identifier la nature et l'importance des impacts du développement touristique ainsi que la nécessité de la prévention.

Le chapitre 2 présente la stratégie de développement touristique au Cap Vert. Cette stratégie repose sur une volonté politique de développer la page dans un cadre réglementaire rigoureux afin de pouvoir bénéficier d'un milieu naturel riche et diversifié, mais fragile.

Le chapitre 3 vise à faire ressortir comment les autorités publiques tente de concilier développement touristique et protection de l'environnement.

CHAPITRE 1

LES IMPACTS DU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, en 2000, on a enregistré environ 698 millions de touristes dans le monde entier, soit 50 millions de personnes de plus qu'en 1999, avec un taux de croissance de 7,3%, le plus élevé de cette décennie.

Toutes les régions du monde sont touchées, mais la croissance la plus rapide du secteur touristique est observée dans les pays en voie de développement de l'Asie de l'Est et du Pacifique avec des taux de croissance respectifs de 14,6% et 16%. L'Europe a enregistré un taux de croissance de 5,9% et représente 57,7% du marché mondial. Les Amériques représentent la deuxième grande région, avec 18,5% d'arrivées.

Les recettes provenant du tourisme international ont augmenté de 5% et correspondent à un montant de 478 milliards de US\$, en 2000. Cela représente une augmentation de 97 milliards US\$ par rapport à 1999 (OMT, 2002).

Le tourisme peut donc jouer un rôle important dans le développement des petites îles des pays en développement.

Dans ce chapitre, nous traiterons des principaux impacts positifs et négatifs du tourisme plus fréquemment observés dans le monde. Cela nous permettra de faire un

parallèle avec la situation existante au Cap Vert et prévoir certains impacts, qui par l'état embryonnaire du développement du tourisme capverdien, sont encore inexistants ou pas fortement notables.

1.1. Impacts économiques du tourisme

Le tourisme est souvent identifié comme un secteur très prometteur pour le développement des pays insulaires en développement. Il représente l'une des rares opportunités de diversification économique pour les petites îles. Le principal objectif de la promotion du tourisme est d'accélérer le développement économique, d'augmenter le nombre d'emplois rentables, de générer des bénéfices des échanges et accroître les recettes fiscales du gouvernement.

Une évaluation précise de la contribution du tourisme dans tous les petits États insulaires en développement n'est pas encore possible. L'analyse des recettes brutes provenant directement du tourisme dans vingt-neuf petits états insulaires du Pacifique, montre que la participation du secteur touristique dans le PIB a augmenté fortement pendant la période 1989-1993. Le tourisme constitue l'une des cinq catégories principales d'exportation de services pour au moins 83% des pays et constitue la principale source des revenus de devises étrangères pour au moins 38% des pays du monde.

Les revenus qui proviennent du secteur touristique apportent des contributions directes et indirectes au budget des États. Les contributions directes sont celles générées par

les taxes appliquées sur les revenus des activités touristiques et par les impôts appliqués directement aux touristes dans les aéroports. Les contributions indirectes sont celles provenant des impôts et des taxes sur des marchandises et sur les services vendus aux touristes.

Le *World Travel and Tourism Council* (WTTC)³ estime que la contribution directe et indirecte, les taxes et les impôts du secteur de voyages/tourisme dans le monde entier, étaient de plus de 800 milliards de US\$ en 1998. Selon les prévisions, ce montant aura doublé en 2010.

L'expansion rapide du tourisme international a mené à la création significative d'un grand nombre d'emplois. Par exemple, en 1995 les services de logement hôtelier ont enregistré autour de 11,3 millions d'emplois dans le monde entier. Le tourisme peut être à la base des emplois directs dans les hôtels, les restaurants, les boîtes de nuit, les taxis et location de voitures, l'artisanat, etc. Des emplois indirects, peuvent être créés par le commerce des marchandises et par l'offre de services par les acteurs touristiques connexes. Le tourisme soutient environ 7% de l'emploi total dans le monde (UNEP, 2002).

Par rapport à l'emploi, on identifie deux avantages du tourisme. Premièrement, c'est un secteur intensif en travail et deuxièmement, c'est un secteur qui exige une main d'œuvre relativement peu qualifiée.

³ Le WTTC est le forum global des leaders d'affaires liées aux voyages et au tourisme. Ses membres représentent tous les secteurs d'industrie touristique, y compris les logements, la restauration, la récréation, le transport et d'autres agences de voyages.

Même si la création d'emplois en grand nombre demeure un objectif important dans les petits pays insulaires, le niveau de rémunération dans l'industrie du tourisme est également important. Les emplois créés par le tourisme sont faiblement payés surtout quand la main d'œuvre est non qualifiée.

Il existe des «coûts cachés» qui peuvent entraîner des effets économiques défavorables sur la communauté d'accueil. Souvent, les pays riches peuvent mieux profiter du tourisme que les pays pauvres. S'il est vrai que les pays moins développés ont de forts besoins de revenus, de création d'emplois et de l'élévation générale du niveau de vie, ils sont souvent les moins capables de réaliser ces bénéfices. Une des raisons de cette situation est le transfert à grande échelle des revenus du tourisme hors du pays d'accueil et l'exclusion des entreprises et des produits locaux du secteur.

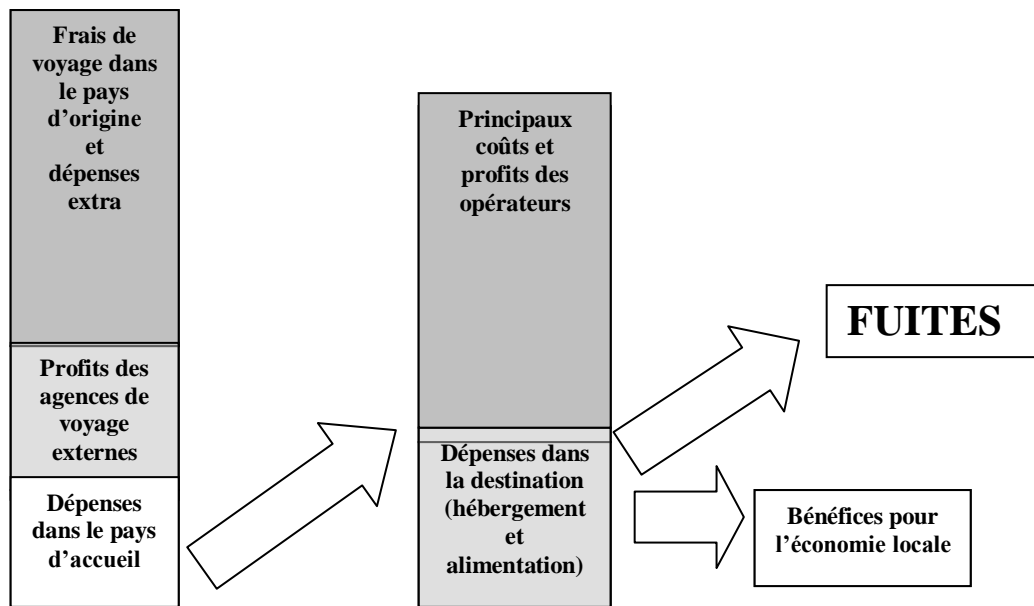
Le bénéfice réel direct du tourisme représente une partie seulement de la contribution du tourisme dans le produit national. Le revenu direct est calculé comme le montant des dépenses des touristes qui reste localement, après avoir déduit les impôts, les bénéfices, et les dépenses faites en dehors du secteur, et après avoir réglé les dépenses des importations.

Dans la plupart des forfaits de voyage, environ 80% des dépenses des voyageurs sont canalisées vers les compagnies aériennes, les hôtels et autres compagnies internationales (qui ont souvent leurs sièges sociaux dans les pays d'origine des voyageurs), et non vers les entreprises locales. De plus, une partie significative des dépenses faites localement, peut encore se perdre par les fuites.

Selon une étude menée sur les fuites dans le tourisme en Thaïlande, on a estimé que 70% de tout l'argent dépensé par les touristes quittent la Thaïlande, à travers les organisateurs de voyages étrangers, les lignes aériennes, les hôtels, les coûts d'importation de boissons, de nourriture et autres. Les évaluations s'élèvent à 80% de fuites dans les Caraïbes et à 40% en Inde.

Pour chaque 100 \$US dépensés par un touriste d'un pays développé dans un voyage, autour de 5 \$US restent réellement dans l'économie du pays d'accueil. La figure suivante explique comment la fuite se produit.

Figure 1. Origine des fuites des bénéfices



Source: PNUE(2002)

Selon la CNUCED, les fuites par les importations se produisent généralement quand les touristes exigent des normes, des équipements, de la nourriture et d'autres produits que le pays d'accueil n'est pas en mesure de fournir. Particulièrement dans les pays moins développés, la nourriture et les boissons doivent souvent être importées, puisque les produits locaux ne sont pas conformes aux standards et aux exigences des touristes. Souvent les pays n'ont pas une capacité de production suffisante. Une grande partie du revenu sort du pays pour les dépenses liées aux importations de ce produit touristique. La fuite moyenne liée à l'importation, pour la plupart des pays en voie de développement se trouve aujourd'hui entre 40% et 50% de revenus bruts du tourisme dans les petites

économies et entre 10% et 20% dans les économies les plus avancées et plus diversifiées (Barnwell, 1996).

Les fuites des revenus s'expliquent par:

- a. L'importation des matériaux et de l'équipement nécessaire à la construction;
- b. L'importation de biens de consommation, en particulier pour la nourriture et boisson;
- c. Le rapatriement des bénéfices par les investisseurs étrangers;
- d. Les dépenses promotionnelles d'outre-mer;
- e. L'amortissement de la dette externe encourue par la construction d'hôtels et d'établissements touristiques.

Les infrastructures nécessaires au développement touristique peuvent être coûteuses pour le gouvernement local et la communauté. Les acteurs touristiques exigent des améliorations de l'aéroport, des routes et d'autres infrastructures, ainsi que des allègements fiscaux et d'autres avantages financiers, qui sont des activités coûteuses pour le gouvernement. Les ressources publiques dépensées dans la construction des infrastructures subventionnées et les allègements fiscaux, peuvent réduire l'investissement du gouvernement dans d'autres secteurs critiques tels que l'éducation et la santé.

L'augmentation de la demande de services de base et des importations des marchandises destinées aux touristes, cause souvent des hausses des prix qui affectent négativement les résidents locaux, dont le revenu n'augmente pas proportionnellement. Une

étude de l'Université d'État de San Francisco à Belize (Tierney, 1999) a constaté que, par suite du développement du tourisme, les prix des produits locaux ont augmenté de 8%. Le développement du tourisme et l'élévation relative de la demande des immeubles peuvent considérablement augmenter les coûts des bâtiments et la valeur foncière, ce qui se traduit souvent par une diminution de la qualité de vie pour les personnes résidentes.

1.2. Impacts sociaux et culturels

Un développement rapide du tourisme, peut causer des ruptures sociales significatives dans les petits États insulaires en développement. Des pressions sur les ménages et sur les communautés ont été observées, avec une tendance à l'augmentation du prix des terrains et des produits alimentaires.

S'ajoutent aussi les problèmes de perte d'accès aux plages et zones de loisirs, à cause des droits exclusifs accordés au développement touristique. Dans certains cas, cela entraîne des pertes économiques aux pêcheurs et à d'autres acteurs. De plus, l'accessibilité à la mer et zones côtières aux étrangers peut conduire à une certaine anxiété de la population locale et une tendance au rejet du développement du tourisme⁴.

Un facteur important dans le développement soutenable du tourisme est la capacité de charge de touristes en termes environnementaux et sociaux. Dans plusieurs îles, pendant la période haute, on observe un nombre très élevé de touristes. La concentration des touristes

⁴ Sustainable Tourism Development in Pacific Island Countries (Economic and social Commission for Asia and the Pacific, 1992).

peut entraîner des problèmes tels que la surcharge des plages, l'augmentation du trafic, la pollution par le bruit, une plus grande incidence de drogues et du crime, et la diffusion des maladies qui proviennent de l'extérieur.

Le tourisme insulaire est toujours dépendant du soleil, de la mer et de l'existence de sable de bonne qualité. Cependant, il faut aussi prendre en compte l'interaction avec les coutumes et traditions locales.

Le développement intensif du tourisme conduit à une forte commercialisation. Les métiers locaux et les pratiques culturelles, sont parfois adaptés au goût étranger, ce qui mène à la création des produits culturels modifiés.

1.3. Impacts environnementaux

Les écosystèmes fragiles de petits états insulaires et leur espace limité, laissent peu de place pour des actions et solutions alternatives de développement. Le développement du tourisme et ses activités intensives ont souvent des impacts très rapides et graves sur leurs ressources naturelles.

1.3.1. Ressources et diversité biologique terrestre

Les incidences sur l'environnement dues au tourisme sont attribuables au développement des infrastructures et des équipements de tourisme et aux impacts des

activités des touristes. Dans de petites îles, encore plus qu'ailleurs, il y a une forte concurrence pour l'utilisation des terres entre le tourisme et les autres activités.

L'augmentation du prix des terrains pour la construction suscite une tendance à construire aussi dans les régions agricoles, avec pour conséquences l'érosion et une perte de diversité biologique et même une diminution de la réduction agricole locale.

Le tourisme a intensifié l'impact des activités humaines sur la végétation et la faune. Cette situation peut mener à des dommages irréversibles des écosystèmes et sur les activités qui leur sont associées.

1.3.2 La Gestion des déchets et la pollution maritime

Le traitement et l'élimination des déchets liquides et solides constituent un problème important. Les infrastructures physiques sont limitées et les pays insulaires présentent une faible capacité. Cette situation est aggravée par les déchets produits par les activités touristiques. Des dommages peuvent être provoqués par l'évacuation des effluents non traités en mer et sur la côte, sur les écosystèmes marins, la destruction des récifs coralliens et l'érosion des plages.

La pollution par les eaux de ballast des navires est une des sources de pollution les plus préoccupantes pour les pays insulaires. Une menace particulière représente le déversement en mer des eaux et des huiles de lavage des navires, des eaux et résidus des

activités de chargement/déchargement des navires. Ceux-ci sont la cause de pollution de la mer et des plages.

1.3.3. Dégradation de la zone côtière

Le tourisme, principalement lorsqu'il est côtier, a un certain nombre d'impacts défavorables. Dans les îles Maurice, Seychelles, Malte, Chypre et dans plusieurs îles des Caraïbes, la construction non contrôlée d'installations touristiques sur le littoral a eu comme conséquence la perte d'une grande partie de la beauté originale de ces zones.

La destruction des plages et zones côtières est souvent expliquée par le prélèvement de sable, nécessaire à la construction des infrastructures touristiques. L'intensité de cette pratique a récemment diminué dans plusieurs pays insulaires, tels que Maldives, Seychelles, îles Maurice, Bahamas, entre d'autres. Les plages détruites par l'extraction de sable, n'ont pas pu se renouveler, à cause de la destruction des récifs coralliens par les eaux d'égout et d'autres types de pollution (Inskeep, 1992).

La plongée sous-marine, la pêche et les activités des bateaux associées au tourisme, peuvent aussi exercer une pression importante sur l'environnement à travers la pollution des eaux, la pollution sonore, la sur pêche, la modification des habitats, la dégradation des récifs coralliens et des zones de reproduction des espèces.

1.3.4. Ressources d'eau douce

Le problème de la disponibilité d'eau douce devient de plus en plus un facteur limitant. Plusieurs pays sont victimes de la sécheresse fréquente et de la pénurie chronique d'eau. Sur les hautes îles volcaniques, les précipitations sont dans beaucoup de cas abondantes, mais l'accès à l'eau douce est souvent limité par le manque d'équipements adéquats de captation et de distribution de l'eau potable.

L'approvisionnement en eau douce nécessaire à la satisfaction de la demande croissante de l'agriculture, de l'industrie et des ménages, devient un problème aigu dans beaucoup de pays insulaires en développement. A cette demande croissante en eau douce, se rajoute le secteur du tourisme, qui dépend fortement des ressources en eau potable.

L'érosion des bords de mer, provoquerait assurément une pression et des dommages graves sur l'environnement. En outre, les dommages causés par des orages tropicaux, ont un lien possible avec les changements climatiques des dernières années.

Le tableau 1 donne une vision globale des principaux impacts du secteur touristique. De ce tableau on observe qu'il y a une multitude d'impacts positifs et négatifs associés au secteur du tourisme qui varient selon la situation spécifique de chaque pays ou de chaque région.

On observe que malgré les conséquences négatives associées au tourisme, il y a aussi des effets positifs. Cela explique pourquoi dans beaucoup de pays, le tourisme demeure un

secteur important dans le développement économique. Pour les pays insulaires en développement et qui disposent normalement de faibles ressources naturelles, le tourisme représente souvent une des rares voies de développement.

Tableau 1. Impacts du secteur touristique

Secteurs	Impacts	Conséquences
Secteur économique	Positifs	Exportation de services et du commerce
		Revenues économiques (échanges de devises, revenus pour les gouvernements)
		Création d'emplois
		Stimulation d'investissements dans les infrastructures
		Contribution dans l'économie locale
		Fuite de bénéfices
	Négatifs	Dépendance économique de la communauté locale des activités touristiques et emplois saisonniers
Secteur socioculturel	Positifs	Exige des grands investissements
		Promotion des échanges culturels et de la paix
		Renforcement des liens intra-communautaires
		Les investissements touristiques bénéficient la population locale
	Négatifs	Renforcement de la culture et traditions locales
		Augmentation du taux de criminalité, de la drogue, de la prostitution et l'importation de maladies
		Détérioration culturelle et perte des valeurs traditionnelles
		Chocs culturels
		Conflits d'usage et d'espace
Environnement	Positifs	Contribution directe et indirecte sur la protection des ressources naturelles
	Négatifs	Amélioration de la gestion des ressources naturelles
		Dégradation des ressources naturelles (eau, sols et ressources locaux).
		Augmentation de déchets et risques de pollution (de l'atmosphère, de l'eau et des sols)
		Impacts physiques par la construction d'infrastructures, déforestation et altération d'écosystèmes

Source : Adapté de UNEP- Tourisme soutenable « Impacts du Tourisme ». 2002

CHAPITRE 2

STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE AU CAP VERT

Le tourisme constitue un secteur potentiel du développement économique pour les îles du Cap Vert. Afin de mieux comprendre la situation du tourisme et de l'environnement une présentation de la politique de développement touristique, le cadre législatif et institutionnel nous permettront d'identifier les bases sur lesquelles se repose le secteur du tourisme au Cap Vert.

2.1. Émergence d'une volonté politique de développement touristique

Parmi les divers secteurs économiques, le secteur du tourisme a des potentialités importantes et peut jouer un rôle prépondérant dans le développement économique du pays. Dans ce contexte, les conditions nécessaires pour que le pays se transforme en une destination touristique de calibre international sont à créer. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement prévoit la mise en oeuvre de programmes qui visent à améliorer les services reliés au secteur touristique tels que la santé, la sécurité, le transport, la communication, les services bancaires et l'hôtellerie, ainsi que les services de restauration (PROMEX 2000).

Le gouvernement a pris la décision d'investir dans le secteur touristique et de réorienter les bénéfices économiques obtenus vers les autres secteurs. Les politiques mises

en place sont favorables au développement du tourisme de l'archipel, surtout dans les îles orientales.

Depuis l'indépendance nationale en 1975, quatre plans nationaux de développement ont été élaborés. La première étape des mesures prises par l'administration au lendemain de l'indépendance consistait à définir des programmes ayant pour objectif de faire face à une situation d'urgence considérée comme d'une exceptionnelle gravité. Il s'agit du programme d'action 1976-1977 de lutte contre la sécheresse et ses effets néfastes. Par la suite les plans de développement successif se sont intéressés progressivement aux besoins de développement économique.

Le premier Plan de Développement économique et social (1982-1985) se planifie sur le moyen et le long terme. L'autosuffisance alimentaire était parmi les priorités. L'éducation, la santé et la mise en valeur des ressources naturelles et la lutte contre la désertification en faisaient également parties.

Le deuxième Plan de Développement (1986-1990) avait pour objectifs majeurs la création d'emplois en milieu rural et l'augmentation de la participation des populations dans les processus de développement.

C'est dans le troisième Plan National de Développement (élaboré en 1991) q'on commence à faire explicitement référence au tourisme. Les deux objectifs majeurs sont l'augmentation de la production et de la productivité, ainsi que l'amélioration des

conditions sociales de la population à travers une plus grande intégration de la population rurale et la création d'emplois dans les secteurs non traditionnels, comme le tourisme, le commerce et la prestation des services.

Le quatrième Plan de Développement 1997-2000 est le premier plan élaboré après l'adoption de la nouvelle constitution en 1992. Son but principal est d'assurer l'autosuffisance économique et le développement social du Cap Vert. L'ensemble des stratégies adoptées a pour objectif principal l'intégration du Cap Vert dans l'économie mondiale. De plus la nouvelle constitution de 1992 favorise une décentralisation des pouvoirs et donne un rôle plus actif pour la population locale dans son développement.

Le tourisme représente un des secteurs économiques susceptibles de permettre l'insertion du pays dans l'économie mondiale. Le Plan National de Développement 1997-2000 se fait plus précis sur les rôles du tourisme traitant de la valorisation et de la gestion rationnelle des ressources touristiques nationales et de la possibilité de développer un tourisme de luxe de niveau international. Ce secteur est encore dans une phase de démarrage.

Dans le cadre de ce Plan National de Développement, les objectifs et principes généraux identifiés pour le secteur du tourisme étaient les suivants:

- a. La valorisation des ressources touristiques naturelles et le développement d'un tourisme de bonne qualité;
- b. L'augmentation de l'importance économique du secteur touristique;

c. La promotion du développement régional;

Un ensemble de politiques importantes pour le secteur du tourisme est en développement, y compris ce qui concerne l'aménagement, les services de santé et d'assainissement, les transports (aériens, routiers et maritimes inter îles), la culture, la sécurité publique et la formation professionnelle.

Ce programme de développement national a quelques objectifs spécifiques comme:

- L'augmentation de la contribution du secteur du tourisme dans le PIB jusqu'à 4,5% ;
- L'augmentation de la capacité de logements de niveau international de 2 590 lits en 1996 jusqu'à 4 350 lits, ce que correspond à 2 150 chambres;
- La création plus de 1 360 emplois directs et 1 500 emplois indirects;
- L'augmentation du pouvoir attractif du pays pour les investisseurs touristiques, au niveau national et international.

La Loi de base du développement touristique attribue au gouvernement la responsabilité d'établir de systèmes d'aides qui encouragent l'investissement dans le secteur touristique.

L'appui direct aux entreprises nationales, par la mise en place de Fonds de développement touristique, est dirigé surtout vers le développement de petites infrastructures d'appui au tourisme, aux activités d'animations touristiques et au renforcement de la capacité de gestion. Actuellement, ces fonds prévoient des modalités

spéciales de crédit pour les projets touristiques à travers des crédits de faibles intérêts ou co-financés (PROMEX, 2000).

Dans l'élaboration du plan touristique national, l'aménagement du territoire occupe une place importante et est basée prioritairement sur l'existence des potentialités touristiques. Les zones avec des forts potentiels touristiques ont été déclarées «zones touristiques spéciales» et ont été classées en ZDTI et ZRPT. Les ZDTI (Zones de Développement Touristique Intégré) sont des zones avec d'excellentes conditions géographiques et paysagistes et une vocation spéciale pour le tourisme. Les ZRPT, zones de Réserve et de Protection Touristiques, sont des zones contiguës aux ZDTI et qui ont une valeur naturelle. Elles sont en réserve et sont susceptibles d'être sujets à un développement touristique moins intensif que les ZDTI. Au niveau national ont été retenues quatorze (ZDTI) et quelques Zones de Réserve et de Protection Touristiques (ZRPT). Des zones terrestres et maritimes, d'une certaine valeur écologique, ont été déclarées «aires protégées». La législation qui concerne ces aires protégées est en cours de préparation.

Chaque ZDTI a un plan d'aménagement touristique qui contient le schéma routier, l'identification de la zone de paysage naturel et de protection, la zone de développement touristique, les espaces verts, le réseau des services et les espaces libres, les infrastructures sociales et récréatives, un programme général de la zone et les critères de développement.

Le secteur touristique est sous la responsabilité du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. Les services liés au tourisme sont centralisés dans la Direction

Générale du Développement Touristique qui regroupe la Direction de la Fiscalisation et la Direction du Tourisme. La Direction Générale du Tourisme a comme fonctions principales de contribuer à la définition et à l'exécution de la politique nationale de développement du tourisme et de proposer des plans de développement touristique. (Ministère du Transport, Tourisme et de la Mer: Plan de développement touristique du Cap Vert (1997-2000)).

La Direction Générale du Tourisme travaille en étroite collaboration avec le Centre de Promotion du Tourisme, d'Investissements et des Exportations. Le PROMEX est une institution faisant partie de la fonction publique capverdienne qui œuvre pour la promotion du tourisme et pour la mise en oeuvre de la politique du tourisme. Cette institution est aussi responsable de l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise à la disposition des terrains, l'élaboration et l'exécution des plans d'aménagement touristiques, l'approbation et l'exécution des projets d'aménagement détaillés, de l'approbation des projets touristiques, leur suivi et fiscalisation.

La législation du secteur du tourisme prend en compte la fragilité, la dispersion, la faible quantité des ressources naturelles du pays et la nécessité de protéger l'environnement. Les principales lois du secteur touristique sont :

- Loi 21/IV/91, du 30 décembre 1991, Supplément du bulletin officiel (B.O.) n°.52/91 : Elle établit les objectifs, principes, moyens et les politiques du développement touristique. Elle constitue la loi fondamentale sur le tourisme;

- Décret -loi n° 2/93, du 1^{er} de février 1993, B.O. n° 2/93, série. Il définit les zones spéciales de tourisme (ZDTI), les zones identifiées par leurs aptitudes spéciales pour le développement d'un tourisme de qualité internationale. La classification se base surtout dans les aptitudes pour le développement d'un tourisme de soleil et de plage et leurs valeurs écologiques/environnementales. Cette loi établit aussi la forme d'appropriation et de concession de terrains aux promoteurs touristiques;
- Décret-loi n°11/94, du 14 février 1994, B.O. n° 7/94, série I. Il crée le Fonds de Développement du Tourisme. Ce fond a pour objectif de contribuer à la promotion des activités liées au tourisme par des subventions, des possibilités d'octroi de crédit, prêts bancaires, et autres facilités d'investissement aux opérateurs touristiques, à court, moyen et long terme;
- Décret réglementaire n° 7/94, de 23 mai 1994, 20/94, série I. Déclare diverses zones côtières comme zones de développement touristique intégral et les zones de protection touristique;
- Décret loi n° 55/95, du 16 octobre 1995, B.O. n° 35, série III. Déclare la fermeture de l'INATUR (Institut National du Tourisme) et approuve le nouveau statut du PROMEX, Centre de Promotion du Tourisme, des Investissements et des Exportations;
- Décret-loi n° 43/99, du 6 juillet 1999, B.O. n° 23, série I. Cette loi déclare l'utilité publique de l'expropriation, des terrains qui se situent dans les zones de développement touristique intégré.

2.2. Évolution récente et la tendance du développement touristique

L'archipel possède des conditions favorables pour le développement du tourisme. Le pays est caractérisé par une combinaison des conditions climatiques agréables pendant toute l'année, la spécificité du paysage naturel, la richesse naturelle, la biodiversité, la stabilité économique. Ces derniers sont des éléments très recherchés et de plus en plus rares sur le marché touristique international (Cabo Verde Natura 2000).

Le secteur du tourisme a connu pendant les dernières années une importante croissance. La contribution du tourisme dans le PIB, qui était d'environ 1,9% dans les premières années de la décennie 1990, est passée de 2,2% en 1995, à 3,9% en 2000 (PROMEX/BCV.2000).

Tableau 2. Contribution du secteur du tourisme au PIB

Indicateurs	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
PIB(en millions ECV*)	28,4		40,6	47,2	53,0	64,8	-
PIB (en %)	1,9	2,2	2,2	3,3	3,4	3,6	3,9

*ECV: Escudo du Cap Vert (taux d'échange 119.8 ECV/USD, juillet 2002)

** Estimation du BCV

Source:BCV/PROMEX,2000

Pendant la décennie 1990, le nombre d'entrées de touristes a augmenté considérablement en conséquence de l'ouverture du pays aux marchés touristiques internationaux et à la décision du gouvernement d'investir dans le potentiel touristique des îles, spécialement les îles de Sal, Boavista et Maio. Sal est l'île où l'on observe la plus grande demande des services touristiques et qui dispose d'infrastructures et de complexes hôteliers de meilleure qualité.

Une plus grande affluence des touristes s'observe dans la période de Noël et à la fin de l'année, à la fête de Pâques ainsi qu'aux mois de juillet et août. Le nombre de visiteurs est réduit dans les mois de mai et de novembre.

Selon le PROMEX en 1999, le secteur touristique employait environ 9 268 personnes, répartis entre les hôtels (1561 personnes), les bars et les restaurants (6 814), les boîtes de nuit (776) et les agences de voyage (112). En ce qui concerne le nombre d'emplois du secteur, une augmentation de 28% a été observée entre 1992 et 1996.

Tableau 3. Logements existants en 1999

Iles	Type d'établissement													
	Hôtel		Hôtel Appartement		Pensions		Auberges		Villages touristiques		Résidentiels		Total	
	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%	N°	%
S. Antão	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	39	11	13
S. Vicente	2	9	1	33	4	14	-	-	1	50	4	14	12	14
S. Nicolau	-	-	-	-	6	21	1	20	-	-	1	4	8	9
Sal	9	41	1	33	3	11	1	20	-	-	3	11	17	19
Boavista	3	14	-	-	-	-	1	20	-	-	2	7	6	7
Maio		-	-	-	1	4	-	-	-	-	1	4	2	2
Santiago		32	1	33	7	25	-	-	1	50	6	21	22	25
Fogo		5	-	-	5	18	1	20	-	-	-	-	7	8
Brava		-	-	-	2	7	1	20	-	-	-	-	3	3
TOTAL	2	100	3	100	28	100	5	100	2	100	28	100	88	100
%	5		3		32		6		2		32		100	

Source: INE- Statistiques -Tourisme 2000

Selon le PROMEX en 2000, au niveau national, 88 établissements touristiques sont disponibles, avec une capacité totale de 2 391 chambres et 4 475 lits.

Selon les statistiques du tourisme de l'INE, en 2000 le nombre de touristes enregistrés dans les logements touristiques est de 145 076. De ce nombre 79,3% sont d'origine extérieure et les restants 20,7% sont résidents au Cap Vert. Sal représente l'île où s'est observé le plus grand nombre des touristes, avec 50,9% du total national.

Tableau 4. Capacité nationale en logements touristiques en 1999

Île	Unités touristiques		Chambres		Lits		Taux d'occupation (%)
	N°		N°	%	N°		
S. Antao	11	13	93	4	136	3	17
S. Vicente	12	14	278	12	459	10	26
S. Nicolau	8	9	62		76	2	18
Sal	17	19	1 254	52	2 506	56	68
Boavista	6	7	161	7	356	8	49
Maio	2	2	26	1	49	1	16
Santiago	22	25	433	18	766	17	32
Fogo	7	8	61	3	102	2	59
Brava	3	3	23	1	25	1	5
TOTAL	88	100	2 391	100	4 475	100	52

Source: INE- Statistique du tourisme 2000

Le taux moyen d'occupation au niveau national est d'environ 60%. Il représente le rapport entre le nombre des lits occupés et ceux qui sont disponibles par rapport au premier semestre de 2000, dans le deuxième semestre, on observe une augmentation de 16,1% de touristes dans les logements. Cette augmentation du taux d'occupation est due à une ouverture dans les dernières années de certaines liaisons aériennes internationales.

2.2.1. Un développement dans un environnement fragile

La croissance démographique et le développement d'activités touristiques amènent une utilisation plus intensive des ressources naturelles.

Les tableaux 5 et 6 donnent une vue d'ensemble de la flore et de la faune terrestre. Comme l'indique les tableaux, il y a un nombre appréciable de plantes et d'animaux qui ont été introduits. Des 240 espèces indigènes et 85 endémiques (Gomes et al, 1996), certaines espèces sont menacées.

Tableau 5. Situation actuelle de la biodiversité terrestre végétale

Catégorie	Nombre des taxa indigènes (incluant endémiques)	Nombre des taxa«éteints ou menacés	Nombre des taxa«endémiques	Nombre des taxes endémiques menacées
Lichens	320	93 (29,1%)	7	1 (14,3)
Bryophytes (Hépatiques et Antocerotes)	39	21 (53,8%)	---	---
Bryophytes (Mousses)	110	39 (35,5%)	15	6 (40%)
Ptéridophytes	32	21 (53,8%)	---	-
Angiospermes	240	64 (26,7%)	84	45 (53,6%)

--- Données non-disponibles

Source Mies (1996 : Frahn (1996); Lobin et Ormonde (1996) Gomes et al (1996)

Tableau 6. Situation actuelle de la biodiversité terrestre animale

Catégorie	Nombre des taxa indigènes (incluant endémiques)	Nombre des taxa«éteints ou menacés	Nombre des taxa«endémiques	Nombre des taxes endémiques menacées
Gastropodes extra marins d'eau douce	12	8 (66,7%)	4	3 (75%)
Gastropodes terrestres d'eau douce	37	21 (56,8%)	15	10 (66,7%)
Crustacées d'eau douce (Crevettes d'eau douce)	4	4 (100%)	---	---
Arachnides	111	64 (57,7%)	46	36 (78,3%)
Acridiens (Sauterelles)	470	301 (64%)	155	128 (82,6%)
Insectes (Coléoptères)	470	301 (64%)	155	128 (82,6%)
Reptiles terrestres	28	7 (25%)	25	7 (28%)
Oiseaux	36	17 (47,2%)	13	8 (61,5%)

Source : Groh (1996) : Tukay (1996); Schmidt et Geisthard (1996); Geislythard (1996; Schleich (1996); Hazevoet (1996)

--- Données non disponibles

Selon des études effectuées, les groupes faunistiques les plus sensibles et menacés sont les oiseaux marins, les reptiles et les tortues marines.

Les écosystèmes marins sont représentés par des espèces de coraux, des mollusques, des crustacés, des algues, les cétacés, reptiles et autres. On compte environ 273 espèces de poissons, dont 70% sont endémiques.

Au Cap Vert il existe une abondante variété de bivalves et de gastéropodes et la grande majorité des espèces est endémique. Les bivalves et les mollusques sont capturés aussi bien à des fins touristiques que pour la consommation locale.

Dans les eaux du Cap Vert il existe 5 espèces des tortues marines. La capture de ces reptiles à des fins alimentaires et touristiques est très fréquente.

Parmi les quatre familles des langoustes connues, l'archipel du Cap Vert recèle deux : la *Palinuridae* (langouste rose, verte et marron) et *Scyllaridae*. A signaler également une espèce endémique, le *Palinuris charlestoni* (langouste rose). Toutes les espèces existantes sont exploitées, souvent à la limite de la durabilité.

L'extraction de sable en grande quantité pour la construction civile est une activité menée depuis un certain temps sur les plages du pays, surtout sur quelques îles où il y a une plus grande activité dans le secteur de construction civile, nommément Santiago, Sal, S.Vicente et Maio.

Cette action est en train de détruire les habitats marins et le littoral, ce qui entraîne la disparition des diverses espèces marines. L'extraction de sable de la plage de Gamboa (Praia) a provoqué la disparition et la mort d'une grande variété d'espèces de poisson et de

mollusques. Des milliers de tonnes de sable sont arrachées pour supporter des activités économiques, soit pour rendre possibles certains investissements.

L'extraction de sable peut aussi entraîner la perte de biodiversité, l'érosion côtière, la modification du paysage naturel et une augmentation temporaire de la turbidité.

2.2.2. Gestion des ressources hydriques et de l'énergie

L'eau potable utilisée dans l'archipel est à 80% d'origine souterraine, (Natura 2000). Pour rendre l'eau disponible à la consommation, on utilise de l'énergie pour la captation à partir du sous-sol bien et pour les processus de désalinisation de l'eau de mer. Il existe une étroite liaison entre l'exploitation de l'eau potable et la production d'énergie.

On estime que seulement 35% de la population nationale bénéficie d'eau potable dans des conditions de qualité minimales et environ 70% utilisent les systèmes de distribution publics (fontaines et camions-citernes).

Le problème de l'eau ne se limite pas à un problème de quantité mais aussi de qualité. Très souvent les eaux contiennent un indice de salinité très élevé, ce qui entraîne l'érosion des sols et des conséquences non désirables pour la santé publique.

En ce qui concerne l'énergie, l'ELETRA est responsable pour environ 80% de la production nationale. Les principales unités de production sont localisées à Praia, Mindelo et Sal. La production électrique est faite à partir de l'utilisation des sources d'énergie non

renouvelables importées. On enregistre une augmentation progressive de la consommation énergétique surtout dans les centres urbains de Sal, Santiago et S. Vicente, où la consommation totale a augmenté de 28 251,4 MW/h en 1987 à 59 527,5 MW/h en 1994. En 1998 ces trois îles concentrent 82% de la production nationale. Une importante partie de l'énergie produite est utilisée pour la désalinisation de l'eau de mer.

2.2.3. Les déchets urbains

Dans tout l'archipel on observe l'absence de stations de traitement des eaux résiduelles et des déchets solides qui soient opérationnelles. La politique de gestion des résidus urbains solides commence à être intégrée comme élément important de l'aménagement territorial.

Dans beaucoup de cas, les déchets urbains sont déposés dans les alentours des centres urbains. Les déchets ne sont pas objet d'aucun traitement spécifique. Cette situation contribue à ce que les zones côtières soient souvent utilisées pour les rejets de déchets publics et industriels.

Un exemple alarmant de cet état de choses est la baie de Praia Negra, où débouche le réseau d'égouts de toute la zone du Plateau de Praia, en plus d'un grand volume des déchets industriels qui contiennent une haute teneur de soude caustique (NaOH), agent chimique hautement toxique, susceptible de provoquer la destruction de certaines espèces plus sensibles et un déséquilibre biotique. Les déchets publics sont lancés sur les plages du pays

les plus fréquentées par les baigneurs. Cette situation apporte des graves conséquences pour la santé publique. Les niveaux des phosphates (PO_3^{-}) et des nitrates (NO_2) sont normalement élevés et peuvent avoir des effets significatifs sur les habitats marins.

En ce qui concerne les résidus liquides, il existe un système de traitement des eaux usées seulement à Mindelo et à Praia. Le réseau d'assainissement dessert seulement 9% de la population de Praia et environ 13% de la population de Mindelo. Dans les zones rurales ce service est inexistant. Le réseau d'assainissement se limite seulement à quelques habitations les plus récentes dans les centres urbains.

De nombreux pesticides sont utilisés par l'agriculture pendant les saisons des pluies. Certains de ces pesticides possèdent un très long pouvoir résiduel et peuvent avoir des graves conséquences sur la santé humaine.

Le traitement des résidus urbains est actuellement relativement réduit. Néanmoins le développement du tourisme, pourra aggraver la situation actuelle et diminuer encore plus la qualité de vie de la population. Pour le développement d'activités économiques tels que le tourisme, la salubrité du milieu est fondamentale. Il y a donc la nécessité d'une grande amélioration de la gestion des déchets.

Quelques établissements touristiques modernes disposent d'un système de traitement des résidus liquides.

2.4. Le cas particulier de Sal

Le développement économique de l'île s'est considérablement accéléré ces dernières années grâce aux investissements hôteliers relativement importants et au développement des services associés au tourisme. Les plans de développement touristique correspondant aux zones de développement touristique de Sal sont encore en phase d'élaboration. Les activités touristiques sont menées hors des zones touristiques. La caractérisation du tourisme sera faite globalement et ne se restreindra pas seulement aux ZDTI.

Sal et en particulier la zone touristique de Santa Maria constituent la principale destination touristique de l'archipel.

Sal présente une grande variété d'habitats écologiques. La végétation est rare et occupe seulement 10% du sol disponible. Selon l'inventaire floristique effectué en septembre de 1994, on y trouve 8 taxa d'angiospermes endémiques (Gomes, 1996), cité par Gomes et al. (1996) comme des espèces vulnérables. L'espèce *Euphorbia tucheyana* est menacée d'extinction à l'île du Sal. Les espèces *Diplotaxis glauca* et *Asparagus squarrosus* sont des espèces vulnérables⁵.

En ce qui concerne les oiseaux, les limicoles sont assez abondants au large de la zone côtière et sur la zone du cratère volcanique de Pedra de Lume. La zone de reproduction pour quelques espèces d'oiseaux rares constitue en même temps une destination touristique.

⁵ Isildo Gomes, Vera Cruz. Biodiversité terrestre, Secretariat Executif pour l'Environnement. 1999

Les écosystèmes marins de Sal sont très spécifiques, surtout dans la baie de Murdeira, où se concentrent des groupes importants d'invertébrés marins. On y observe souvent des mammifères marins comme des dauphins et des baleines de l'espèce *Megaptera novaengliae*, qui viennent régulièrement s'y reproduire.

La plupart des sites de pontes de la tortue commune *Caretta caretta* se retrouvent dans la zone de Costa de Fragata et Serra Negra. D'autres sites auparavant utilisés par la reproduction des tortues, comme les plages Santa Maria, ont actuellement des conditions écologiques totalement modifiées à cause du développement touristique et de l'existence des points lumineux nocturnes qui affectent très négativement la reproduction de ces espèces.

Les espèces de langouste se font aussi de plus en plus rares. Pour les espèces *Panulirus regius* et *Panulirus echinatus*, on observe une faible concentration et une plus petite taille des individus, à cause de la surexploitation de cette ressource.

Des études réalisées, on identifie environ une vingtaine d'aires sensibles susceptibles d'être protégées au Cap Vert. Pour Sal le pourcentage terrestre protégé est de 10,14% du territoire insulaire. Les aires naturelles protégées, sont représentées dans leur totalité par la réserve maritime de baie de Murdeira. Les zones les plus intéressantes du point de vue touristique, sont aussi les plus importantes du point de vue environnemental. Les conflits d'espace et d'utilisation sont inévitables. La prévention ou l'atténuation de ces conflits s'avère un exercice complexe.

Les écosystèmes de Sal comme dans tous les territoires insulaires, sont extrêmement fragiles. Toute activité comme le tourisme, le prélèvement de sable, les résidus urbains sont susceptibles de provoquer des conséquences importantes sur l'environnement. Ces impacts peuvent prendre un caractère plus important, quand on considère l'effet cumulatif des différentes activités qui se développent simultanément sur la même espace.

L'extraction de sable a enregistré une augmentation significative dans les dernières années. Ces activités ne sont pas réglementées et se réalisent de façon informelle et sans aucun contrôle dans plusieurs sites de Sal.

Sur l'île, la précipitation moyenne annuelle est d'environ 60 mm, la précipitation la moins élevée de tout l'archipel. La recharge des nappes phréatiques est tellement insuffisante qu'on observe dans certains cas, des infiltrations de l'eau de mer. Dans la plupart des exploitations des ressources hydriques, on observe l'intrusion de l'eau de mer et une salinité supérieure à 0,7 g/l.

On estime à environ 220 m³/jour, l'exploitation des eaux souterraines originaires de 36 forages. Selon le Schéma directeur, 48% de la population bénéficie de l'eau potable du réseau municipal de distribution. Seulement 47,6% ont accès à l'eau potable par des fonteniers publics et des camions-citernes. La consommation a augmenté de 17% entre 1996 et 1997.

En 1999 la quantité en eau produite était de 950 m³/jour d'eau desalinisée. On estime que 70% étaient destinées à la consommation de la population et 30% au secteur du tourisme. Actuellement la demande est supérieure à la production et l'installation d'une nouvelle station de désalinisation de capacité de 500 m³ est prévue.

Selon le Schéma Directeur pour la mise en valeur des ressources en eau (1993-2005) à Sal les prévisions de consommation en eau pour l'année 2005 est de 25 000 de m³/ par année en eau souterraine et de 2 380 de m³ par année en eau desalinisée. Il est prévu une forte augmentation de la demande en eau et une plus grande importance de la désalinisation de l'eau de mer, ce qui se traduit dans une plus grande demande en énergie.

La société ELECTRA est responsable de la production de l'énergie et de l'eau de mer desalinisée. Environ 24% de l'énergie produite est destinée à la consommation domestique, 28% au secteur touristique et 37% à la désalinisation de l'eau de mer (INE, 2002). Quelques établissements disposent de générateurs d'énergie et d'unités de désalinisation pour les urgences. L'utilisation d'autres formes d'énergie moins polluantes, comme l'énergie éolienne et solaire sont objets de quelques études et expérimentations. L'énergie éolienne sera utilisée dans un grand projet touristique dans le littoral de Sal., le projet CABOCAN, en phase de construction

Sal dispose de deux camions de récolte des résidus solides et d'un dépôt dans la zone de Morrinho de Carvão, où on procède à l'incinération des déchets. On observe souvent des dépôts sans aucun traitement ou isolation.

Le système d'assainissement est insuffisant et selon le Schéma Directeur, (1999), seulement 840 immeubles disposent de fosses septiques. L'aéroport et les établissements touristiques disposent de leur propre système de traitement des eaux usées, même si le traitement n'est pas toujours correct. Dans quelques cas, les eaux traitées sont utilisées dans les espaces verts de Sal. Le système de récolte et de traitement des résidus solides sont peut efficaces. Le problème à Sal est encore relativement faible mais avec des perspectives de s'aggraver dans le futur avec la croissance démographique et le développement du secteur touristique.

On observe une claire tendance de dégradation des ressources dans le futur. Pour cela il faudra utiliser de façon rationnelle tous les moyens existants du point de vue institutionnel et législatif, afin de mettre en place un système de gestion soutenable, adapté à la réalité capverdienne.

CHAPITRE 3

LA POLITIQUE DE DEVELOPEMENT TOURISTIQUE ET LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

La stratégie de développement touristique semble donner des résultats. Dans le contexte d'un développement durable, il peut ainsi prendre en compte les dimensions environnementales. Le présent chapitre vise à faire ressortir comment les autorités publiques prennent en compte l'environnement

3.1 Les aspects légaux et réglementaires de la gestion de l'environnement

La préoccupation environnementale se résumait initialement à des programmes de lutte contre la désertification et d'activités de protection des eaux et des sols immédiatement après l'indépendance. Actuellement l'environnement et les ressources naturelles sont considérés comme une base importante dans le développement économique et social du pays de telle sorte que le Gouvernement favorise la gestion soutenable des ressources naturelles.

Malgré les nombreuses limites existantes, le tourisme est considéré comme un des secteurs économiques potentiels susceptibles de permettre l'insertion du pays dans l'économie mondiale. Dans le dernier Plan de développement touristique (1997-2000), une série d'objectifs généraux et spécifiques ont été préconisés lors de son élaboration.

Pour la protection de l'environnement, le PROMEX en concertation avec les institutions responsables pour le secteur de l'environnement, tente de prendre en compte les impacts environnementaux des projets touristiques, même si la législation actuelle en vigueur ne l'oblige pas.

En 1990, avec les élections pluralistes et l'ouverture politique, on enregistre de nouvelles orientations. Le Gouvernement préconise une gestion durable des ressources naturelles et l'aménagement de l'espace, prenant en considération les spécificités locales et les plans de développement régionaux.

Dans le Programme du Gouvernement Constitutionnel de la II^{ème} République-1997-2001, une stratégie a été élaborée, ayant comme objectifs la préservation des ressources naturelles, de la zone côtière spécialement.

Dans ce programme de développement, le gouvernement propose de:

- Élaborer un plan d'actions intersectorielles, national et local, dans le but d'assurer la gestion intégrée de la zone côtière et de ses ressources;
- Prévenir la pollution marine, à travers des mesures de réglementation et de surveillance;
- Renforcer la surveillance de la zone côtière ;
- Établir des zones protégées et des réserves marines dans le but de créer des habitats qui assureront le renouvellement des stocks;
- Mettre à jour et divulguer la législation relative aux espèces protégées;

De l'analyse de ce Plan de Développement, on constate actuellement que certaines initiatives ont été entreprises:

- Le suivi et l'application des conventions internationales, comme la Convention de la Biodiversité, la Convention de la Lutte contre la Désertification et la Convention Internationale des Changements Climatiques;
- L'identification des zones de protection et des espèces en danger ;
- Le renforcement de la capacité institutionnelle et de la législation environnementale;
- La mise en oeuvre de programmes de formation et de sensibilisation environnementale ;
- L'implication de la population locale dans la gestion et la valorisation des ressources naturelles.

En ce qui concerne la législation de protection de l'environnement, la tendance prédominante est d'inciter les personnes à protéger l'environnement, plutôt que de procéder à l'application des mesures coercitives. Le ministère de l'éducation et les secteurs de l'environnement ont de programmes de sensibilisation et éducation environnementale. Le changement de comportements et d'attitudes est un processus relativement long et même si on observe actuellement quelques changements positifs, beaucoup reste à faire dans ce domaine.

La législation prévoit aussi l'application d'amendes servant à financer ces fonds de l'environnement. Néanmoins dans certains cas l'application d'amendes n'est pas réglementée comme pour le cas de la protection de la faune et de la flore. Dans d'autres

cas, comme pour le prélèvement de sable des plages l'activité n'est pas fiscalisée ni contrôlée. Et quand les amendes sont appliquées (par la police nationale), ces amendes ne sont pas utilisées pour la récupération de l'environnement dégradé car les fonds de l'environnement prévus sont encore dans le processus de mise en place et ne sont pas encore fonctionnelles.

En ce qui concerne les lois qui protègent l'environnement et les zones côtières, on peut ressortir les suivantes (Calasans, 1998) :

- Loi 86/IV/93, du 26 juillet 1993, BO n°27 série I. est la loi fondamentale sur l'environnement qui établit la «politique de l'environnement et a comme objectif d'optimiser et de garantir la continuité de l'utilisation, en termes qualitatifs et quantitatifs, des ressources naturelles, en tant que condition de base pour le développement soutenable»;
- Décret- législatif 14/97, du 1^{er} juillet 1997, B.O. n° 25. Le Code de l'environnement. Cette loi s'insère dans le cadre de la réglementation de la loi fondamentale de l'environnement. Elle établit la réalisation obligatoire des études d'impact environnementales pour les projets qui par leur envergure, localisation ou type de projet, sont susceptibles de causer des impacts ou de constituer des risques significatifs pour l'environnement, le territoire ou la qualité de vie des citoyens;
- Loi n° 79/III/90 de 1990 qui définit les zones de protection des ressources naturelles et les réserves naturelles ;

- Loi n° 5/95, du 6 février 1995, B.O. n° 3, série I. Crée le Secrétariat Exécutif pour l'Environnement (SEPA), institution responsable de l'application des politiques gouvernementales en matière d'environnement;
- Décret Loi 104/80 du 20 décembre 1980. Règle les conditions de l'extraction (prélèvement) du sable dans les zones côtières du pays ;
- Décret réglementaire 13/81 de 7 mars 1981. Présente la liste des zones côtières où est interdite le prélèvement du sable ;
- Décret n° 65/90, de 5 septembre 1990, B.O. n° 3687. Réglemente la pêche sportive et établit des mesures de protection des espèces marines;
- Décret n° 97/87, du 5 septembre 1987, B.O. n° 36/86. Définit les règles spécifiques sur la pêche de thon, des langoustes et des tortues marines ;
- Loi n° 85/IV/93, de 1 juillet 1993, B.O. n° 25. Établit les bases de l'aménagement territorial et de la planification urbaine.

On s'attend à l'approbation de la loi des aires protégées, de l'évaluation d'impacts environnementaux et de la protection de la flore et de faune.

3.2 Une gestion éclatée entre plusieurs organisations

Depuis les années 80, les activités de protection de l'environnement sont réparties dans les Ministères de l'Agriculture, Alimentation et Environnement, le Ministère de la Mer et le Ministère de l'Éducation, Sciences, Jeunesse et Sports, au sein de l'Institut de développement Agraire (INIDA), de la Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et

de l'Élevage (DGASP), de l'Institut de Développement des Pêches (INDP) et du Projet de Formation et Information pour l'Environnement.

Le Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Environnement (MA), est le département responsable pour la conception, la coordination, le contrôle, l'exécution et l'évaluation des politiques spécifiques définies par le Gouvernement pour le secteur des ressources naturelles et l'environnement⁶. Il a la compétence de gestion de l'environnement marin, en collaboration avec le Ministère de la Mer. L'éducation environnementale est réalisée en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Culture.

Ce Ministère préside le Conseil National des Eaux et a des pouvoirs de surintendance sur l'Institut National de Recherche et de Développement Agraire (INIDA) et l'Institut National de Gestion des Ressources Hydriques (INGRH).

Le service Central du Ministère de l'Agriculture, avec des fonctions de conception, exécution et coordination en matière d'environnement et des ressources naturelles, est le Secrétariat Exécutif pour l'Environnement. Le Secrétariat a été créé en 1995 et est rattaché au Ministre de l'Agriculture, Alimentation et de l'Environnement.

L'INIDA et le DGASP, sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Environnement, sont en cours de réalisation d'inventaires et de suivi des ressources floristiques et faunistiques terrestres et des activités de rétablissement du couvert végétal sur toutes les îles de l'archipel, y compris à Sal.

⁶ Article 1, n°.1, décret Loi n°73/97, du 29 décembre, qui approuve de Diplôme Organique du MA

Le Ministère de la Mer en collaboration avec le Ministère d'Agriculture, Alimentation et Environnement est un des départements de l'État qui intervient le plus dans le domaine de l'environnement au Cap Vert.

Le tableau suivant donne un aperçu général des compétences des institutions publiques liées plus directement au secteur du tourisme et à la gestion des ressources naturelles. On remarque qu'il y a des ressources naturelles qui sont gérées en même temps par plusieurs institutions. La coordination, les rôles et les responsabilités des différentes institutions ne sont pas très bien définies.

Tableau 7. Institutions publiques compétentes dans la gestion des ressources naturelles (en 2001)

INSTITUTIONS		ZONE CÔTIÈRE ET BIODIVERSITÉ	RESSOURCES HYDRIQUES	ÉNERGIE	DÉCHETS	ZDTI
Ministère de l'Agriculture, Alimentation et Environnement	SEPA*- Conception, exécution et coordination en matière d'environnement et ressources naturelles	Proposition des actions et diffusion de mesures prévenant la dégradation de l'environnement et de restauration du paysage	-Définition des mesures d'évaluation de la qualité de l'eau	Inciter le développement des technologies alternatives à caractère peu polluant	Proposer des actions et diffuser des mesures prévenant la dégradation de l'environnement	Appuyer techniquement, dans le cadre de ses compétences, les municipalités
	INGRH- Gestion des ressources hydriques souterraines		- Captation des ressources hydriques et contrôle de la qualité			
	INIDA et DGASP- Inventaires des ressources floristiques et faunistiques terrestres	Suivi des ressources biologiques terrestres				
Ministère du Tourisme, de Transport et de la Mer **	- Coordination et exécution des politiques dans le domaine du tourisme, et transports maritimes, gestion/ protection des ressources maritimes -participation dans l'exécution de la politique nationale de l'environnement	-Protection et gestion de la zone côtière - Protection les espèces en voie d'extinction, les stocks et les habitats fragiles.				Participation dans la protection et gestion des ZDTI
Vice-premier Ministre	PROMEX- Responsable de la promotion du tourisme et pour la mise en oeuvre de la politique du secteur	Aménagement des zones touristiques du littoral et habitats naturels intéressants				Acquisition et mise à disposition des terrains destinés aux fins touristiques, l'élaboration et l'exécution des plans d'aménagement d'aménagement détaillés, l'approbation de projets touristiques, leur suivi et fiscalisation
Ministère des infrastructures et habitation	Responsables de la construction des infrastructures publiques, construction civile, aménagement du territoire et habitation	Aménagement territorial	Construction des réseaux d'eau potable		Construction de réseaux d'assainissement	
Ministère du Commerce, Industrie et Énergie	ELECTRA- entreprise de production d'électricité et désalinisation de l'eau de mer		Production et mise à la disposition de l'eau (desalinisé et souterraine)	Production et distribution de l'énergie électrique		
Municipalité	Mairie - collectivité autonome rattachée au Ministère de la Justice et Administration interne	Protection de l'environnement en coordination avec les ministères de l'environnement et de la mer et la Commission Municipale de l'Environnement	Gestion des ressources hydriques en coordination avec l'ELECTRA et l'INGRH	Gestion de l'énergie en coordination avec l'ELECTRA	Gestion de déchets urbains	Aménagement du territoire en coordination avec le Ministère de l'aménagement, PROMEX, Ministère de l'Environnement et de la Mer

*SEPA- Actuellement Direction Générale de l'Environnement, **Le Tourisme est actuellement rattaché au Ministère du Commerce, Industrie et Tourisme

Source : Adaptation de la Structure organique de Cap Vert (mars 2001

Suite aux élections législatives de 1990 et à la politique de décentralisation mise en oeuvre par le gouvernement, l'ensemble des îles habitées a été divisé en dix-sept municipalités.

Dans chaque municipalité, la mairie représente le pouvoir local. Selon la politique de décentralisation en vigueur, chaque municipalité est responsable pour l'élaboration de plans de développement et de gestion des ressources. Cette gestion est faite en coordination avec le pouvoir central, les délégations des différents services et ministères.

Le cas de l'Île de Sal illustre assez bien cette nouvelle dynamique. Sal dispose d'un Plan Municipal de Développement (UOP)⁷ qui établit les trois unités opérationnelles de planification la ville de Santa Maria, Espargos/Pedra de Lume et Palmeira, qui font aussi partie des zones de développement touristique.

La zone urbaine de Espargos est la plus peuplée de l'île, où se concentrent les principales activités administratives et les services. La croissance démographique observée les dernières décennies s'explique par les activités aéroportuaires et par la récente croissance du secteur touristique. Le Plan de développement urbain d'Espargos, propose une planification et une gestion urbaine, avec la finalité d'éviter la dispersion des habitations. Il prend en compte aussi les infrastructures de distribution d'eau potable, d'énergie et d'assainissement.

⁷ PDM- Plan de Développement Municipal. Chaque Municipalité est responsable de son plan de développement et pour la gestion de ses ressources naturels

À Sal, il existe environ six ONG qui opèrent dans le domaine de protection de l'environnement, développement communautaire, promotion sociale et éducation, planification régionale et études et activités de protection environnementales. Aucune de ces ONG ne s'occupe spécifiquement du tourisme ou de l'éco-tourisme. Les activités dans le domaine de la sensibilisation, de l'éducation environnementale et de la protection du milieu naturel sont susceptibles d'avoir d'impacts sur le tourisme.

À Sal, comme au niveau national, on observe une faible participation de la communauté dans le domaine de la protection de l'environnement et dans le secteur touristique. La population n'est pas consultée lors de l'élaboration des plans d'aménagement et de tourisme.

3.3. Nécessité d'une meilleure coordination et de ressources adéquats

Selon le Diagnostic de la situation du secteur du tourisme, du Ministère du Commerce Industrie et Tourisme (MCIT, 2002), il y a de difficultés et insuffisances du secteur à différents niveaux. En ce qui concerne la protection de l'environnement et la gestion soutenable des ressources naturelles il y a une préoccupation de la part du gouvernement. La politique environnementale est relativement récente et ne dispose pas de moyens financiers suffisants. Les outils de développement durable dans le tourisme national sont faiblement présents. L'organisation déficiente concerne aussi l'aménagement d'espaces naturels, l'administration du secteur agricole, la gestion de l'environnement, la gestion urbaine, les municipalités (Diagnostic du secteur du tourisme, MCIT, 2002).

Au niveau institutionnel on remarque l'existence d'un grand nombre d'institutions liées d'une façon ou d'un autre au tourisme et à la protection de l'environnement. Néanmoins, ces acteurs n'ont toujours pas de rôles et de responsabilités bien définies.

Jusqu'à présent la gestion des ZDTI est faite par le PROMEX en coordination avec les mairies. Selon de Plan d'Activités 2002-2005 (MCTI,2002) il y a un travail de planification à faire dans toutes les ZDTI. Le Président du PROMEX en collaboration avec un architecte constitue l'équipe de travail qui s'occupe de la planification et gestion des ZDTI et ils ne disposent d'aucune équipe d'appui. L'architecte existant est en même temps responsable pour la conception, exécution et contrôle des activités. Cette situation est susceptible de provoquer des conflits d'intérêt entre le développement économique du tourisme et la protection de l'environnement.

Il n'y a pas un inventaire des terres privées qui font partie des zones touristiques (ZDTI et ZRPT). Une évaluation des montants nécessaires à l'infrastructure des ZDTI et un inventaire exhaustif des ressources naturelles existantes, restent encore à faire, ainsi que des études sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux liés au tourisme.

Le PROMEX est responsable pour la promotion des investissements extérieurs et de plus en plus d'étrangers investissent au Cap Vert. Selon le PROMEX, en 1999 environ 67% de l'investissement ont été canalisés vers le secteur du tourisme. L'actuelle politique d'investissement n'est pas orientée vers un marché d'investisseurs précis ou de projets spécifiques. Les critères de sélection des investissement ne sont pas très bien définis. Il y a

des risques d'acceptation de projets qui ne sont pas tout à fait adéquats à la réalité capverdienne et que ne s'intègrent pas dans la stratégie nationale de développement durable du pays.

En ce qui concerne les mairies, elles sont les représentantes du pouvoir local et sont responsables de la gestion des ressources naturelles de leur territoire. Même si elles font des grands efforts dans le sens de faire une bonne gestion des ressources naturelles et du territoire, elles sont fréquemment confrontées avec les problèmes de manque des moyens financiers et de cadres techniques. Dans beaucoup de cas elles ne disposent pas de cadres professionnels spécialisés dans les divers domaines, ce qui rend difficile l'analyse en profondeur des impacts de divers projets de développement. D'autre part la participation de la population locale dans les projets touristiques et dans la gestion des ressources naturelles reste encore très faible.

Le PROMEX travaille en coordination avec la mairie dans l'élaboration de plans d'aménagement territorial et la mise en place de projets touristiques. Cette coordination est encore déficiente et cela s'explique partiellement par les insuffisances observées dans chacune de ces institutions. Le renforcement des capacités technique des équipes de travail pourrait atténuer ce problème. Il n'existe pas une représentation permanente du PROMEX à Sal et l'architecte est obligé de se déplacer de Praia (île de Santiago) à Sal régulièrement.

Le secteur de l'environnement a des représentations dans pratiquement toutes les municipalités. Ce sont donc les techniciens affectés au Ministère de l'Agriculture et

Environnement qui appuient les mairies dans la réalisation des divers programmes environnementaux. Dans chaque municipalité, auprès de la mairie, il est prévu la mise en place d'une commission de l'environnement, CMA (Commission Municipale de l'Environnement), composée par des représentants de divers secteurs liés à l'environnement. Pour le cas de Sal, cette commission n'a pas encore été mise en place et le secteur de l'environnement est faiblement représenté. Les activités des représentants du secteur de l'environnement à Sal se résument pratiquement aux activités de contrôle phytosanitaire auprès des services de frontière. Cela signifie que la mairie de Sal ne peut pas compter avec l'appui technique de cette représentation locale et de la CMA. La coordination entre la mairie et le secteur de l'environnement se fait plutôt au niveau central et non local.

Le secteur du tourisme utilise et dépend fortement des ressources naturelles et une bonne coordination entre ce secteur et le secteur de l'environnement est donc souhaitable. La coordination entre le PROMEX et le secteur de l'environnement se passe au niveau central. De plus en plus le PROMEX demande l'avis du secteur environnemental sur les divers projets touristiques. Néanmoins cette coordination est encore loin d'être parfaite. La législation qui régleme les études d'impacts environnement est encore en élaboration et toute demande dans ce sens n'a pas de base légale. C'est intéressant de remarquer que Sal est l'île où le tourisme est le plus développé et en même temps et une des îles où le secteur de l'environnement est le moins présent au niveau local.

De façon générale il y a des déficiences de coordination entre les institutions plus directement liées au tourisme, environnement et les mairies. La même situation s'observe par rapport aux autres institutions qui interviennent dans la gestion des ressources naturelles. La non-définition de rôles, responsabilités et champs d'action de ces institutions pourraient être à la base de la déficiente coordination. D'autre part les acteurs intermédiaires comme les ONG, la population et le secteur privé n'ont pas une participation suffisamment active. Il y a donc une série d'institutions publiques liées au secteur du tourisme et de l'environnement et une presque absence des acteurs intermédiaires, qui normalement assurent la liaison entre les premiers.

Au Cap Vert en général la protection environnementale et les aspects de la gestion durable ne sont pas suffisamment intégrés dans la politique touristique actuelle. Avec le développement du secteur touristique attendu, l'état de dégradation de l'environnement risque de s'aggraver considérablement.

CONCLUSIONS

Dans ce travail, il s'est agi de trouver une approche pour aider à formuler une stratégie de développement durable du tourisme en tenant compte de ses impacts.

On constate que :

1. D'une façon générale le tourisme entraîne plusieurs impacts au niveau économique, socioculturel et environnemental. Ces impacts peuvent être positifs ou négatifs et les ampleurs dépendent de la spécificité de chaque pays ou région.
2. Le tourisme demeure un secteur économique alternatif dans beaucoup des pays insulaires y compris le Cap Vert, où on observe les impacts suivants:
 - Il y a des perspectives de croissance du secteur touristique et on s'attend à une augmentation des bénéfices économiques
 - Du point de vue environnementale la biodiversité et les écosystèmes naturels sont fragiles et il y a une tendance à la dégradation qui pourrait être accélérée avec le développement d'un tourisme mal planifié. Pour les ressources hydriques et énergétiques il n'y a pas de problèmes graves liés au tourisme, néanmoins une augmentation de la pression est à prévoir avec la croissance du

tourisme. La gestion des déchets et la dégradation des zones côtières sont des problèmes actuels et tendent à s'aggraver considérablement.

3. En matière de tourisme et d'environnement il y a plusieurs institutions et législations. Des mesures politiques et législatives de promotion du développement durable sont prévues. Néanmoins il y a des insuffisances au niveau de la coordination entre les acteurs et l'adéquation de la législation existante. La participation de la population locale dans la gestion des ressources naturelles et dans les projets touristiques est faible.

La gestion du tourisme doit, entre autres, ménager l'environnement naturel et culturel. Toutefois, les décideurs ne peuvent tenir compte de l'environnement que s'ils disposent d'informations adéquates concernant les effets du tourisme pour pouvoir identifier les impacts économiques et environnementaux de la gestion du tourisme.

Souvent, les indicateurs environnementaux et sociaux ne se prêtent que difficilement à une évaluation économique valable en termes monétaires. En conséquence, la valeur des fonctions écologiques risque d'être régulièrement sous estimée dans les modèles économiques et comptables traditionnels (Consulting and Audit Canada, 1995).

Pour le Cap Vert comme pour d'autres pays insulaires en développement, des études plus approfondies et des analyses plus fines sont nécessaires afin d'améliorer la compréhension de la situation réelle et de proposer des solutions concrètes. De la situation du Cap Vert en particulier on peut retenir les thèmes suivants:

- Étude du problème de coordination inter-institutionnel et des divers acteurs, afin de mettre en place des mécanismes de coordination les plus favorables au secteur du tourisme et à la gestion de l'environnement ;
- Une analyse de la stratégie d'investissements externes, afin d'identifier les critères de sélection des projets cohérents avec la stratégie de développement durable;
- Une étude des mécanismes qui encouragent les projets touristiques modernes à être autosuffisants en termes d'utilisation d'eau potable, énergie et traitement des déchets.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés

Anonyme. Sustainable Tourism Development in Pacific Island Countries. Economic and social Commission for Asia and the Pacific, 1992

Commission intergouvernementale de l'océanographie, Rapport de Workshop No. 96. 1994.Paris, p. 2.

Consulting and Audit Canada."Ce que les gestionnaires du tourisme ont besoin de savoir"
Guide pratique pour l'élaboration et l'emploi; d'indicateurs du tourisme durable
préparé pour l'Organisation mondiale du tourisme Madrid (Espagne) par Ottawa.
Projet n°570 0872 septembre 1995

Cortázar, Luis Cortázar; Marin,Cipriano Marin."Tourisme and sustainable developement »-
from theory to pratique-the islands experience.INSULA/Gouvernement des îles
Canaries p. 1999.

Dahl.,Arthur Lyon Dahl. Conservation planning and environmental monitoring for tourism
development. Tourism in the South Pacific: the contribution of research to
development and planning. Proceedings UNESCO Tourism Workshop. N. Z.

MAB Report 6. In D.G. Pearce (ed.) Department of Geography, Univ. Canterbury, Christchurch, New Zealand. 1980. p. 125-128

Fortes Callasans, Zeferino La gestion Intégrée des zones côtières au Cap Vert. P. 14-18. Document présenté à la Conférence Sur la Situation des Ressources Halieutiques et de la ZEE du Cap Vert. Praia, décembre, 1998 p. 19-22

Gomes, I; Vera Cruz. Biodiversité terrestre, Secrétariat Exécutif pour Environnement. Project PNUD-GEF-CVI/96//G31- Biodiversidade. 1999. p. 29

Inskip, Edward, "Sustainable tourism development in the Maldives and Bhutan", in Industry and Environment (Paris, United Nations Environment Programme/Industry and Environment Programme Activities Centre, 1992), p. 31-34.

Ministère du Transport, Tourisme et de la Mer. Plan de développement touristique du Cap Vert (1997-2000)

Organization of American States. Estimate of the Caribbean Tourism Organization, as quoted in The Financing Requirements of Nature and Heritage Tourism in the Caribbean. Washington, D. C., 1995, p. 39.

PNUE. Rapport du PNUE sur le tourisme soutenable VII session de la commission de développement durable. 1999

Programme Intergouvernemental des Changements Climatiques, décembre, Rapport d'évaluation de l'Organisation Mondiale de la Météorologie/Programme des Nations Unis sur l'Environnement.Rome.1995.

Projet "Cabo Verde Natura 2000", Planificación y ordenación sostenible del territorio y los recursos naturales del litoral de Cabo Verde y de las islas de Sal, Boa Vista y Maio.(Projet B7/6200/98- 10/ENV/V111).Vol II. Inventario y análisis territorial- Caracterización del médio socioeconómico y territorial 2000. p. 142, 143, 169, 268-269,300,337

Projet "Cabo Verde Natura 2000", Planificación y ordenación sostenible del territorio y los recursos naturales del litoral de Cabo Verde y de las islas de Sal, Boa Vista y Maio (Projet B7/6200/98- 10/ENV/V111). Vol XI. Plan de action y desarrollo integral para las islas de Sal, Boa Vista y Maio.2000. p.59,140-144,215-218

Projet "Cabo Verde Natura 2000", Planificación y ordenación sostenible del territorio y los recursos naturales del litoral de Cabo Verde y de las islas de Sal, Boa Vista y Maio (Projet B7/6200/98- 10/ENV/V111). Vol III Analyses territoriales.2000.Pag 80-82.

PROMEX. "Situação do Sector do turismo". Direcção de Promoção e Marketing do PROMEX 2000.

Secrétariat Exécutif pour l'Environnement. Programme d'action nationale de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse. avril. 1998 p. 6-8, 22-24

Secrétariat Exécutif Pour l'environnement. Mise en œuvre de la convention de Lutte contre la désertification. Rapport National Troisième Conférence des Parties. Recife. Novembre 1999, p. 9-18

Secrétariat exécutif pour l'environnement. Rapport sur l'état de la biodiversité. 1999. p. 35-40

Tierney, Patrick Tierney. Visitor and merchant perceptions of Belize tourism "a multi-year comparison of two destinations", Congress on Recreation and Resource-Capacity Snowmass. Department of Recreation and Leisure Study- San Francisco State University- September 9, 1999

Travel and Tourism's Economic Perspectives. London, World Travel and Tourism Council, 1995, p. 22-23.

Vassiliou, George, "Tourism and sustainable development lessons from the Cyprus experience", in Critical Issues in the Sustainable Development of Small Developing Islands, World Development Studies, No. 1. Helsinki, World Institute for Development Economics Research of the United Nations University, 1995.

Veiga; J Almada."Biodiversité maritime du Cap Vert» projet PNUD-GEF-CVI/96/G31.Secrétariat Exécutif pour l'Environnement. 1998

Sites Internet

Anonym. Sustainable Tourism Development.

<http://www.do.nl/retour/SustainableTourism.html>. Octobre 2001.

Garfield Barnwell. Difficulties in Paradise: the Feasibility of Sustainable Development.

1996: site Internet: *Caribbean Voice*, <http://www.caribvoice.org>. février 2002

INE.Census,2000. Institut National des Statistiques du Cap Vert. «Statistiques nationales»

Internet <http://www.ine.cv>. novembre 2001

INSULA. Concepts sur le tourisme soutenable. "Concepts Sustainable tourism: Putting

theory into practice" :<http://www.insula.org/tourism/islands2.htm>. Jan/2002

Jerome L. McElroy, Professor of Economics, St. Mary's College Notre Dame, IN 46556 et

Klaus de Albuquerque, Dept. Sociology, College of Charleston. "Islands sustainable tourism in small tropical islands"

<http://csf.colorado.edu/casx/sdf2.html#tourism>. 2002

Nations Unis Développement soutenable. « DECISIONS OF THE GENERAL ASSEMBLY AND THE COMMISSION ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT

United Nations Commission on Sustainable Development-7th session-New York, 19-30 April 1999 <http://www.un.org/esa/sustdev/tourism.htm>. Page consultée en novembre 2001

OMT- Site de l'Organisation Mondiale du Tourisme. Développement soutenable du tourisme. « An overview of today's tourism industry » <http://www.world-tourism.org/> Mai 2002

Ospar: <http://www.ospar.org/fr/html/chapitre6.htm>

PNUE : site du Programme des Nations Unis pour l'Environnement. Unité de production et de consommation-Tourisme « Impacts of tourism » <http://www.unepie.org/pc/tourism/sust-tourism/home.htm>. 2002

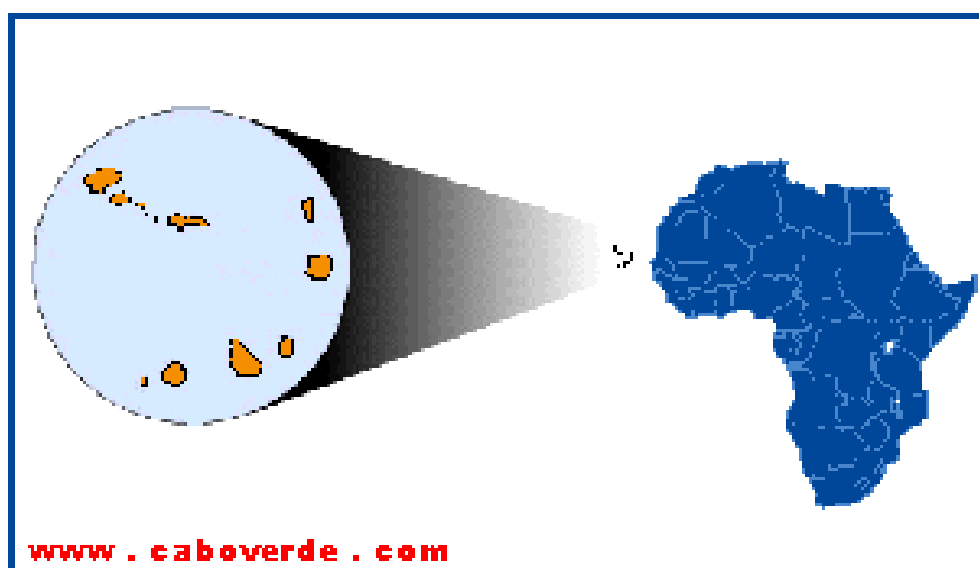
PROMEX. <http://www.promex.cv>. 2002

UNEP Islands Web Site Commission on sustainable development Fourth session, 18 April-3 May 1996. Progress in the implementation of the programme of action for the sustainable development of small island developing states-Report of the Secretary-General, Addendum -Sustainable tourism development in small island developing States.<http://www.unep.ch/islands/d96-20a3.htm>. avril 2002

UNEP Publication- Environnemental Codes of Conduct for Tourism. Protection and environnement Unit. Tourism. "Environmental Codes of Conduct for Tourism" http://www.unepie.org/pc/tourism/library/codes_of_conduct.htm.

Wise coastal practices for sustainable human development forum2000” Extracts selected
for: Wise practices in Coastal Tourism Development in Protected Areas. Puerto
Alera, Riental Mindoro. 21-27 may. <http://www.csiwisepractices.org> 2001

APPENDICE 1



Carte: Localisation générale des îles du Cap Vert

Source : <http://www.caboverde.com/index.htm>

APPENDICE 2



Carte: Les îles du Cap Vert

Source: Cape Verde - Geography, Environment and Ecosystem
<http://www.umassd.edu/SpecialPrograms/caboverde/cvgeog.html>

APPENDICE 3



Carte:de l'île Sal

Source :<http://www.caboverde.com/index.htm>

